



## **CE extra du 07 juillet, poursuite du DAEC 2017: Non aux suppressions d'emplois. 1 embauche pour un départ.**

Le 11 juillet 2017

**+ de 4 000 emplois en CDI supprimés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 !**

La CGT a dénoncé la poursuite du DAEC qui a pour objectif de supprimer des milliers d'emplois dans le groupe.

PSA veut augmenter de plusieurs centaines le nombre d'emplois à supprimer par rapport à l'objectif qu'elle s'était fixée pour l'année 2017 et cela à un moment où toutes les usines du groupe tournent en sursrégime.

Après les récents débrayages dans certaines usines du groupe comme à SevelNord, Sochaux, Rennes ou Metz Borny, c'est pour l'instant sa seule réponse concrète : supprimer encore un peu plus d'emplois en CDI.

Ces débrayages révèlent un mécontentement qui n'est pas près de se calmer sur tout le groupe. Les revendications des salariés sont extrêmement simples et légitimes : ras le bol du sous-effectif permanent qui fait exploser les charges de travail pour toutes les catégories professionnelles, ras le bol de la flexibilité poussée à son extrême avec l'avalanche des samedis, des jours fériés obligatoires, de l'overtime permanent et des heures supplémentaires le soir.

Ce n'est donc pas de diminution d'effectif que nous devrions parler mais d'un sérieux plan d'embauches en CDI pour faire cesser l'explosion de la précarité sur les chaînes de production et pour se répartir les charges de travail. Non pas pour travailler plus comme le veut PSA, mais pour travailler moins.

**Pour la CGT, il n'y a pas de sureffectif à PSA et les plans de suppressions d'emplois doivent cesser.**

**La CGT réclame que chaque départ soit remplacé par une embauche en CDI.**

**PSA rabote les incitations financières au départ pour les ouvriers et donne des explications absurdes !**

Indemnités incitatives de 6 mois, ramenées à 4 mois, fin de l'indemnité de 6000€ pour création d'entreprise, fin des aides à l'emploi local, etc...!

La direction annonce que vu le nombre de départs élevés chez les ouvriers, pour « éviter une fermeture anticipée du DAEC », il faudrait l'aménager, donc baisser les incitations financières.

Pour pousser les ouvriers à partir quand-même, mais qu'ils soient moins nombreux à partir !

Alors qu'elle revoit à la hausse le nombre de départs prévus pour 2017 !

Par contre, PSA prévoit 12 000€ « d'indemnité incitative complémentaire » pour les TAM-Cadres qui ne sont pas dans un métier exclu du DAEC ! Elle pense qu'elle a encore de quoi tailler dans ces effectifs.

**Pour Saint-Ouen, rien de précis. La direction ne sait pas ?**

La CGT a demandé des détails pour l'usine : quelles sont ses prévisions de départ jusque fin 2017 ? Dans quels métiers ? La direction n'avait rien à répondre. Les prévisions écrites sont pourtant, d'ici la fin de l'année, de 12 départs en congés sénior et de 3 départs « hors congés sénior ». Des chiffres fantaisistes que la direction n'arrive pas à expliquer !

La CGT a encore dénoncé les départs non remplacés, que ce soit en LDD, en LDR, à la maintenance ou chez les techniciens, dans les bureaux, etc...

**Il faut des embauches ! Exigeons le remplacement de tous les départs.**



# Création d'un comité de défense des libertés ouvrières et syndicales

**Suite à la multiplication des attaques judiciaires de la direction contre les militants syndicaux dans le groupe PSA, un Comité de défense des libertés ouvrières et syndicales a été créé à PSA, parrainé par Gérard Filoche, ancien inspecteur du travail, militant des droits des salariés.**

## **Pourquoi un comité de défense des libertés ouvrières et syndicales ?**

Ce combat est vital. Au prix de longues luttes, les salariés ont gagné des libertés essentielles face au patronat : liberté de s'organiser en syndicat, de faire grève, d'écrire des tracts et de les distribuer,...

C'est en ayant imposé ces libertés que les salariés ont obtenu des droits, qu'ils ont imposé des règles dans l'organisation du travail, qu'ils ont limité le pouvoir des patrons.

Le patronat n'a accepté ces libertés ouvrières que contraint et forcé. Il est toujours prêt à les remettre en cause dès qu'il en a l'occasion. Pour lui, faire reculer les libertés ouvrières et syndicales c'est la possibilité de renforcer son pouvoir, de faire régner sa loi pour imposer encore plus d'exploitation.

**Ce comité de défense n'est pas un comité CGT. C'est un comité sans étiquette syndicale, ouvert à chaque salarié quel que soit son métier, syndiqué ou non syndiqué.**

Son but est de regrouper le plus grand nombre de salariés conscients que pour défendre leurs intérêts face à PSA, il est vital de défendre les libertés dans l'entreprise.

**Il a reçu le soutien de nombreuses personnalités politiques comme :**

**Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent (PCF), Philippe Poutou (NPA), Nathalie Artaud (LO) mais aussi des syndicalistes, des universitaires, des scientifiques...**

## **Des attaques inacceptables, jamais vues à PSA :**

**A Mulhouse :** 6 militants ont été mis en examen le 21 juin pour avoir distribué un tract syndical jugé diffamatoire dans l'entreprise.

**A Poissy :** 9 militants ont fait 9h de garde à vue au commissariat et sont assignés en correctionnelle le 16 novembre pour une accusation de fausse séquestration.

**Rachid Jelti** (délégué CGT) : la direction demande à la nouvelle ministre du Travail de Macron de le licencier alors que son licenciement a été refusé par l'Inspection du Travail. Une pétition est en cours dans l'usine de Poissy.

**Farid Borsali**, secrétaire de la CGT PSA Poissy, a été condamné à 6 mois de prison avec sursis et 2600 € de dommage et intérêts sous le faux prétexte d'avoir retourné deux doigts d'un RG.

Farid a fait immédiatement appel de la décision qui n'est donc pas applicable pour l'instant. Il est bien sûr toujours à l'usine et encore plus déterminé à se battre pour les salariés.

## **La direction cherche à réduire au silence les militants pour réduire au silence tous les salariés.**

En attaquant les militants, qui contestent sa politique de suppression d'emplois, de blocage des salaires, des samedis gratuits et obligatoires, de l'explosion des charges de travail, des pressions contre les handicapés, de l'explosion de la précarité, la direction espère faire taire toute contestation parmi les salariés et aggraver les attaques contre tous.

**Tout le monde peut apporter son soutien en signant sur le site internet [www.change.org](http://www.change.org) :**

**Carlos Tavares : stop aux atteintes aux libertés ouvrières et syndicales à PSA**